

Russie–Ukraine: feu vert pour la Suisse

par Guy Mettan,* Genève



Guy Mettan.
(Photo mad)

Alors que la guerre en Ukraine s'enlise, une étroite fenêtre diplomatique semble s'entrouvrir. Forte de sa tradition de neutralité et de médiation, la Suisse pourrait saisir cette occasion pour renouer avec son rôle historique et contribuer à relancer une dynamique de paix.

Un voyage à Moscou début février nous a convaincus: non, la Russie n'est pas à l'agonie, comme le laissent entendre les médias européens. En 2025, le grignotage du front ukrainien dans le Donbass a continué, lentement mais sûrement. L'économie a continué à croître (au même rythme que la France), la vie a elle aussi continué comme d'habitude. En ce début d'année, elle est à peine perturbée par les abondantes chutes de neige et une vague de froid d'une intensité rare.

L'humeur des Russes a en revanche changé. Pas parce qu'elle serait devenue anti-Poutine, comme on le prétend chez nous, mais parce que les Russes affichent une déception croissante vis-à-vis de l'Europe. L'annulation de la culture russe les avait choqués en 2022, mais ils pensaient que ce serait passager. Depuis, le fossé s'est creusé. Ils ont le sentiment que l'Europe les traite comme des sous-hommes sans qu'elle n'y trouve rien à redire. A quoi s'ajoute le fait que les Occidentaux paraissent ne pas savoir ce qu'ils veulent et semblent satisfaits d'être dirigés par des leaders dont les actes contredisent sans cesse les paroles, et inversement. Ce qui n'améliore pas la confiance.

Des négociations qui patinent

Ce malaise se retrouve dans les négociations sur l'Ukraine, qui patinent. Pas sûr que la ren-

* Guy Mettan (1956) est politologue, journaliste indépendant et auteur. Il a commencé sa carrière journalistique en 1980 à la «Tribune de Genève» dont il a été le directeur et le rédacteur en chef de 1992 à 1998. De 1997 à 2020, il a été directeur du «Club suisse de la Presse» à Genève. Il est membre du Grand Conseil genevois depuis 25 ans.



«Broken Chair» à Genève. La neutralité de la Suisse est un atout pour les négociations internationales entre les parties en conflit. (Photo mad)

contre de Genève fasse beaucoup avancer les choses. Dès qu'une percée intervient, comme ce fut le cas en été avec le sommet d'Anchorage et cet automne avec le plan en 28 points, ces progrès sont aussitôt annulés par des reculades, sur pression des Ukrainiens et des Européens. Lesquelles remettent tout en cause. Les Etats-Unis, qui semblent déterminés un jour, paraissent hésiter le lendemain.

Dès lors, l'absence de confiance est totale. Le risque de conflit militaire de grande ampleur entre la Russie et l'OTAN s'accroît. L'effondrement du système international et de l'ordre mondial multilatéral hérité de 1945 s'accélère. Et surtout, les carnages continuent, des deux côtés du front. Même le gel des combats sur la ligne de démarcation actuelle, que Kiev et Bruxelles continuent de poser comme un préalable, n'éliminerait en rien la menace d'un conflit mondial à long terme.

C'est ici que la Suisse pourrait entrer en jeu. Dans cette situation de pat général, elle pourrait reprendre l'initiative qu'elle avait perdue en 2022 en prenant fait et cause pour l'Ukraine et en reprenant les sanctions occidentales antirusses (non validées par l'ONU) au mépris de sa neutralité.

Ignazio Cassis à Moscou

Les Russes, qui ont toujours soutenu la Suisse et sa neutralité (depuis 1815!), en avaient conçu

beaucoup d'amertume. La conférence de Bürgenstock a achevé de les irriter. Mais récemment, Moscou a donné des signaux encourageants.

Après la visite réussie de la délégation parlementaire russe à Genève fin juillet dernier, la Russie a accueilli *Ignazio Cassis* à Moscou, le 6 février, et donné son accord pour la tenue des négociations de Genève cette semaine [17/18 février]. Lesquelles se sont déroulées sans anicroche. Elles n'ont pas débouché sur des avancées notables mais c'était la première fois qu'elles avaient lieu sur sol suisse depuis 2022. Peut-être un signe que l'Europe, arc-boutée sur son bellicisme, est en train de bouger.

Si la Suisse avait l'audace de saisir la balle au bond et de donner des preuves concrètes de son engagement en faveur d'un plan de paix équilibré – en suspendant par exemple quelques sanctions, en levant les mesures discriminatoires contre les citoyens, les actifs ou les avions russes – alors elle pourrait transformer l'essai et retrouver sa capacité de médiation historique. Et cela avec l'agrément de toutes les parties, États-Unis inclus, même si les médias et les partis les plus bellicistes réagiraient violemment dans un premier temps.

Une fenêtre se présente. Ayons le courage de l'ouvrir.